

- fermetures à glissières;
- jouets métalliques;
- fabrication d'instruments de musique;
- galvanisation, nickelage, chromage, polissage, émaillage, peinture de machines, de pièces ou d'éléments, coloration des métaux, peinture et laquage au four, recouvrement par trempage, guipage, plastage et leurs dérivés;

- transformation et/ou façonnage de matières plastiques et de matériaux connexes pour la fabrication de produits pour les constructions métallique, mécanique et électrique suivant des techniques qui sont propres à la transformation des métaux;

- fabrication de plastique armé;
- fabrication d'éléments pour des installations de ventilation et de conditionnement d'air;

- installations de traitement de l'eau y compris d'épuration (partie électromécanique);

- installations de traitement des immondices (partie électromécanique);

- horlogerie et orfèvrerie industrielles;
- armes et munitions, à l'exclusion des entreprises relevant de la Commission paritaire de l'armurerie à la main;

- bureaux d'études concernant les secteurs d'activité qui précèdent. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 87 — 694

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100 bis, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à votre signature vise la modification de l'arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1^o, de la loi du 7 août 1974, instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100 bis, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1985.

L'article 13, deuxième alinéa, 1^o, prérappelé et l'article 100 bis, § 1^{er}, ont respectivement été modifiés et insérés par l'arrêté royal n^o 244 du 31 décembre 1983 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et modifiant la loi du 2 avril 1985 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique.

Cet arrêté de pouvoirs spéciaux, intitulé arrêté royal n^o 244, prévoyait notamment et en dernière instance une série de dispositions concernant l'octroi de l'aide sociale et du minimum de moyens d'existence ainsi que la prise en charge des secours accordés par les centres publics.

- ritsluitingen;
- metalen speelgoed;
- fabricage van muziekinstrumenten;
- galvanisatie, vernikkelen, chromeren, polijsten, emaileren, schilderen van machines, metalen stukken of elementen; metaalkleuren, overschilderen en verlakken in de oven, bedekken van metaal door indompeling, omvlechten, plastificeren en de technieken die daarvan zijn afgeleid;

- verwerking en/of bewerking van plastische stoffen en aanverwante materialen voor het vervaardigen van produkten voor de metaal-, machine en elektrische bouw volgens technieken eigen aan de metaalverwerking;

- fabricage van gewapende plastic;
 - fabricage van elementen voor verluchtungs- en luchtbehandelingsinstallaties;

- installaties voor waterbehandeling, inbegrepen de waterzuiveringsinstallaties (het elektromechanisch gedeelte);

- installaties voor afvalbehandeling (het elektromechanisch gedeelte);

- industriële uurwerkmakerij en goudsmederij;

- wapens en munitie, met uitzondering van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de wapensmederij met de hand;

- studiebureaus betreffende voornoemde bedrijfssectoren. »

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

N. 87 — 694

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 13, tweede lid, 1^o, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en artikel 100 bis § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt de wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 13, tweede lid, 1^o, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en artikel 100 bis, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1985.

Het hierboven vernoemde artikel 13, tweede lid, 1^o, en het artikel 100 bis, § 1, werden respectievelijk gewijzigd en toegevoegd door het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijke welzijn, tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en tot wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand.

Dit bijzondere machtenbesluit, koninklijk besluit nr. 244 genoemd, hield onder meer en in laatste instantie een reeks bepalingen in inzake dienstverlening, toekenning van het bestaansminimum en de tenlasteneming van de steun verleend door de openbare centra.

Le rapport au Roi portant sur l'arrêté royal n° 244 fait apparaître les objectifs suivants :

« 1° une répartition équitable des charges financières entre l'autorité et les bénéficiaires ou leurs proches, susceptibles d'intervenir, par l'introduction d'une obligation de recouvrement, face aux possibilités de recouvrement connues;

2° une plus grande uniformité entre les centres publics d'aide sociale dans leurs relations avec leurs clients et débiteurs d'aliments. »

L'arrêté d'exécution du 9 mai 1984 a également été précédé d'un rapport au Roi en vue de fournir des éclaircissements en la matière.

Outre l'énonciation des principes généraux, dont l'obligation fondamentale de recouvrement, les dérogations et l'invocation dans des cas concrets de motifs d'équité, ont fait l'objet de précisions particulières.

Des questions et des observations subsistent toutefois, ce qui dénote la nécessité d'une mise au point de l'arrêté royal.

Les enquêtes effectuées par l'Administration de la Communauté flamande et de la Communauté française révèlent que le recouvrement du minimum de moyens d'existence ne rapporte en tout cas à l'Etat qu'environ 0,3 % soit 7 141 500 fr. sur un montant de 2 380 500 000 fr. (montant des engagements pour 1985).

Le produit des recouvrements est presque négligeable en raison des frais administratifs et de personnel impliqués pour les C.P.A.S.

L'importance de ces frais est l'un des motifs de contestation de l'arrêté royal n° 244. Les autres raisons invoquées sont l'effet « de seuil » déjà cité, la perturbation des relations familiales et l'atteinte à l'autonomie des C.P.A.S. locaux.

L'ensemble des critiques formulées à l'égard de l'arrêté royal 244 a donné lieu à deux prises de position. Un premier groupe, dont les C.P.A.S. sont le porte-parole, revendique la suppression de l'arrêté royal 244 et le rétablissement de la possibilité de recouvrement pour les C.P.A.S.

Un second groupe, constitué surtout d'assistants sociaux et d'organismes privés, tiennent également à réduire les recouvrements mais désirent, en outre, une plus grande uniformité dans le fonctionnement des C.P.A.S.

Les critiques s'opposent, dès lors, sur certains points.

Le présent arrêté royal respecte les objectifs premiers de l'arrêté royal n° 244.

Les objectifs poursuivis par le présent arrêté soumis pour avis au Conseil supérieur de l'aide sociale et au Conseil d'Etat se présentent comme suit :

— éliminer le seuil d'accessibilité introduit par l'arrêté royal n° 244;

— limiter de manière drastique les cas de recouvrement obligatoire du minimum de moyens d'existence et de l'aide financière normale;

— réduire les frais administratifs des C.P.A.S. en limitant le nombre d'enquêtes sociales auprès des débiteurs d'aliments;

— poursuivre une plus grande égalité dans les dispositions légales en ce qui concerne la récupération du minimex et des autres coûts de l'aide sociale;

— accroître la sécurité juridique des débiteurs d'aliments en obligeant les C.P.A.S. à motiver leurs décisions en reprenant tous les éléments du calcul de leur contribution.

Les cas dans lesquels l'obligation de recouvrement est maintenue sont les suivants : entre conjoints, de la part des parents pour les enfants non encore indépendants et de la part des parents pour leurs parents placés dans une institution.

Dans ce contexte, il est possible aux C.P.A.S. de mener une politique sociale justifiée à l'égard de la population desservie étant donné qu'ils ne sont certes pas contraints de recouvrer l'ensemble de l'aide et qu'ils peuvent invoquer des motifs d'équité. Les barèmes de recouvrement qu'ils doivent établir sont soumis à un contrôle général ce qui permettra d'atteindre une plus grande uniformité, sans porter réellement atteinte à l'autonomie des C.P.A.S.

Le présent arrêté a été soumis pour avis au Conseil supérieur de l'aide sociale par le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale.

Uit het verslag aan de Koning omtrent het koninklijk besluit nr. 244 blijken de volgende doelstellingen :

« 1° het bekomen van een billijke spreiding van de financiële lasten tussen de overheid en de begunstigen of hun naastbstaanden die hierin kunnen tussenkomen, door het invoeren van een verhaalplicht versus de gekende verhaalmogelijkheid;

2° het bekomen van een grotere eenvormigheid onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in hun relatie tot hun cliënten en onderhoudsplichtigen. »

Het uitvoeringsbesluit van 9 mei 1984 werd eveneens voorafgegaan door een verslag aan de Koning met het oog op verduidelijking.

Benevens het aanhalen van de algemene principes waaronder de principiële verhaalplicht, werden vooral de afwijkingen en het inroepen in concrete gevallen van billijkheidsredenen nader omschreven.

Toch blijven er vragen en bedenkingen bestaan, waaruit blijkt dat het koninklijk besluit nog aan verfijning toe is.

Uit enquêtes gevoerd door de Administratie van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap komt vast te staan dat de financiële opbrengst voor de Staat bij terugvordering van het bestaansminimum zich in ieder geval beperkt tot ongeveer 0,3 % hetzij 7 141 500 fr op 2 380 500 000 fr. (bedrag van de vastgelegde schuld voor 1985).

Dit is een opbrengst die bijna te verwaarlozen valt indien men rekening houdt met de administratieve- en personeelskosten voor de O.C.M.W.'s om de terugvordering te realiseren.

Deze hoge kosten vormden een van de redenen om het koninklijk besluit nr. 244 te betwisten. Andere aangehaalde redenen waren het drempelverhogend effect, het verstoren van gezinsrelaties en de aantasting van de autonomie van de plaatselijke O.C.M.W.'s.

Doorheen de kritiek op het koninklijk besluit nr. 244 kan men twee stellingnamen afleiden. Een eerste groep met als tolk de O.C.M.W.'s, wensen de afschaffing van het koninklijk besluit nr. 244 en het herstel van de verhaalmogelijkheden voor de O.C.M.W.'s.

Een tweede groep, vooral maatschappelijk werkers en private instellingen, wensen eveneens dat er minder verhaald wordt maar zij wensen ook meer uniformiteit in de werkwijze van de O.C.M.W.'s.

Deze kritieken zijn derhalve op bepaalde punten aan elkaar tegengesteld.

De oorspronkelijke doelstellingen van het koninklijk besluit nr. 244 blijven met dit koninklijk besluit geëerbiedigd.

De beoogde gevolgen van dit besluit, dat voor advies werd voorgelegd aan de Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn en aan de Raad van State, zijn de volgende :

— het wegwerken van het drempelverhogend effect dat door koninklijk besluit nr. 244 werd teweeggebracht;

— het drastisch herleiden van de gevallen waarin er een verplichting is tot terugvordering van het bestaansminimum en van de gewone financiële hulpverlening;

— het verminderen van de administratieve kosten voor de O.C.M.W.'s door beperking van het aantal sociale onderzoeken bij onderhoudsplichtigen;

— het nastreven van meer gelijkheid in de wettelijke bepalingen aangaande de terugvordering van het bestaansminimum en de andere kosten van maatschappelijke dienstverlening;

— meer rechtszekerheid verwerven voor de onderhoudsplichtigen door de O.C.M.W.'s te verplichten om hun beslissingen te motiveren met de weergave van alle elementen van de berekening van hun bijdrage.

De gevallen waarin de terugvorderingsplicht nog behouden blijft, zijn uiteindelijk de volgende : tussen echtgenoten, ouders voor hun nog niet zelfstandig geworden kinderen en kinderen voor hun ouders, die in een instelling zijn opgenomen.

Binnen dit kader is het voor de O.C.M.W.'s mogelijk om naar hun bevolking toe een verantwoord sociaal beleid te voeren aangezien zij zeker niet verplicht zijn om het geheel van de hulpverlening terug te vorderen en aangezien zij ook billijkheidsredenen kunnen inroepen. De terugvorderingsschaal die de raden voor maatschappelijk welzijn moeten opstellen, is aan het algemeen toezicht onderworpen waardoor er meer uniformiteit kan tot standkomen zonder dat de autonomie van de O.C.M.W.'s wezenlijk wordt aangetast.

Dit besluit werd door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie voor advies voorgelegd aan de Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

Le Conseil supérieur a émis l'avis suivant :

Dans un point de vue émanant de la majorité, le Conseil s'est déclaré favorable au retour aux principes de la législation d'origine de la loi organique des C.P.A.S. qui détermine uniquement la possibilité de recouvrement des frais de l'aide sociale accordée par les C.P.A.S.

Le présent arrêté ne suit pas ledit point de vue étant donné qu'un retour à la législation d'origine ne peut être réalisé par un arrêté royal. Ce retour n'est d'ailleurs pas jugé souhaitable parce qu'il permet une trop grande diversité dans le fonctionnement des C.P.A.S. et présente dès lors des garanties insuffisantes pour la protection du débiteur d'aliments.

— Le Conseil supérieur estime qu'un examen systématique des ressources des débiteurs d'aliments d'intervenir dans les frais; ne se justifie que dans le cas d'une prise en charge de frais de placement.

Le point de vue est accepté, compte tenu du faible produit de l'obligation de recouvrement, à l'exception des frais de placement, alors que les frais administratifs sont très élevés.

Pour toutes ces raisons, les limitations et les conditions dans lesquelles les frais de l'aide sociale, à l'exception des frais de placement, doivent être recouverts, ne sont pas totalement exclues mais bien adaptées par le présent arrêté.

Dans un souci d'uniformité et de respect de la sécurité juridique à l'égard du client, ces limitations et conditions sont les mêmes pour tous les C.P.A.S.

— Le Conseil supérieur a, en outre, exprimé des réserves et ce, tant dans le domaine de l'opportunité que dans celui du fondement juridique, à l'égard du principe lui-même d'insérer dans la législation sur l'aide sociale, des dispositions qui s'écartent de celles du code civil.

A cet égard, il faut préciser que le Code civil règle les obligations alimentaires entre les membres d'une famille et que le présent arrêté n'y porte pas atteinte.

La compétence du centre public d'aide sociale de s'adresser aux débiteurs d'aliments leur est conférée par la loi sur les C.P.A.S. et la loi sur le minimum de moyens d'existence. Ces deux législations donnent aux C.P.A.S. un « droit propre » de s'adresser aux débiteurs d'aliments.

Les C.P.A.S. ne se subrogent pas automatiquement dans les droits et devoirs des membres de la famille. Il s'en suit que l'exercice de ce droit propre peut être soumis à des limitations et à des conditions qui peuvent être déterminées par le Roi, conformément aux dispositions de la législation spécifique précitée.

— Le Conseil supérieur estime enfin que les décisions individuelles des C.P.A.S. visant le recouvrement des coûts de l'aide sociale, doivent faire l'objet d'une décision motivée qui donne au débiteur d'aliments les éléments précis qui ont présidé à la fixation du montant de son intervention.

L'arrêté a été adapté en fonction de cette remarque, tel qu'il ressort du commentaire des articles.

L'avis du Conseil d'Etat a été pris en considération à l'exception de la proposition d'abrogation de l'article 7 de l'arrêté initial du 9 mai 1984. Cette proposition n'a pas été suivie pour les raisons suivantes :

1° l'avis du Conseil d'Etat a été demandé au sujet du présent arrêté royal qui ne modifie pas l'article 7 dans sa forme actuelle (à l'origine, seul un second alinéa avait été ajouté qui devient à présent le nouvel article 11ter);

Même s'il est établi, qu'à l'époque l'avis du Conseil d'Etat n'avait pas été demandé en raison de l'urgence, l'article 7 est en vigueur et l'intention n'est pas de le modifier;

2° l'abrogation de l'article 7 précité accentuerait trop nettement l'inégalité dans le domaine des principes régissant le recouvrement, d'une part, du minimum de moyens d'existence et, d'autre part, des frais de l'aide sociale, ce qui n'est nullement l'intention, étant donné que dans le cas du minimex, la récupération auprès des débiteurs d'aliments, est dans tous les cas limitée au conjoint et aux ascendants et descendants du premier degré, conformément à l'article 13 de la loi précitée instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

A la lecture de l'avis du Conseil d'Etat, il faut tenir compte du fait que l'article 1 initial est devenu l'article 3 et vice-versa.

De Hoge Raad bracht volgend advies uit :

— In een meerderheidsstandpunt verklaart de Raad zich voorstander van een terugkeer naar de principes van de oorspronkelijke wetgeving van de organieke wet betreffende de O.C.M.W.'s waarin alleen de mogelijkheid tot terugvordering van de kosten voor sociale hulpverlening door de O.C.M.W.'s wordt bepaald.

Hierop wordt in dit besluit niet ingegaan gezien een terugkeer tot de oorspronkelijke wetgeving niet door een koninklijk besluit kan worden verwezenlijkt. Het wordt ook niet wenselijk geacht omdat het een te grote verscheidenheid toelaat inzake werkwijze van de O.C.M.W.'s en het derhalve onvoldoende waarborgen biedt voor de beveiliging van de onderhoudsplichtigen.

— De Hoge Raad is van mening dat alleen in het geval van tenlasteneming van plaatsingskosten een systematisch onderzoek van de mogelijkheden van de onderhoudsplichtigen tot bijdrage in de kosten gerechtvaardigd is.

Deze stellingname wordt bijgetreden aangezien blijkt dat de opbrengst van de verplichte terugvordering, met uitzondering van de plaatsingskosten, inderdaad zeer laag is en de administratiekosten hoog oplopen.

Om deze reden worden de grenzen en voorwaarden binnen dewelke kosten van maatschappelijke dienstverlening, andere dan plaatsingskosten, moeten worden teruggevorderd door dit besluit niet totaal uitgesloten maar wel aangepast.

Vanuit de bekommernis voor eenvormigheid en voor rechtszekerheid voor de cliënt zijn deze grenzen en voorwaarden voor alle O.C.M.W.'s gelijk.

— De Hoge Raad heeft vervolgens zijn voorbehoud uitgedrukt en dit zowel op het vlak van de opportuniteit als op dat van de juridische gegrondheid ten aanzien van het principe zelf om in de wetgeving op de maatschappelijke dienstverlening bepalingen op te nemen die afwijken van het burgerlijk wetboek.

Hieromtrent dient duidelijk te worden gesteld dat het Burgerlijk Wetboek de onderhoudsplicht tussen familieleden regelt en dat hieraan geenszins afbreuk wordt gedaan in dit besluit.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn put zijn bevoegdheid om zich tegen de onderhoudsplichtigen te keren uit de O.C.M.W.-wet en de wet op het bestaansminimum. Deze beide wetgevingen kennen aan het O.C.M.W. een « eigen recht » toe om zich tot de onderhoudsplichtigen te wenden.

De O.C.M.W.'s treden niet automatisch in de rechten en de plichten van familieleden. Hieruit vloeit voort dat de uitoefening van dit eigen recht aan grenzen en voorwaarden kan worden onderworpen die krachtens de bepalingen van voornoemde specifieke wetgeving door de Koning kunnen worden bepaald.

— Tenslotte is de Hoge Raad van oordeel dat de individuele beslissingen van de O.C.M.W.'s tot terugvordering van de kosten van de maatschappelijke dienstverlening het voorwerp moeten zijn van een gemotiveerde beslissing waarbij aan de onderhoudsplichtigen nauwkeurig de elementen worden verschaft die tot het vaststellen van het bedrag van zijn bijdrage leiden.

Het besluit werd in functie van deze bemerking aangepast zoals zal blijken uit de artikelsgewijze bespreking.

Met het advies van de Raad van State werd rekening gehouden met uitzondering voor wat betreft het voorstel tot opheffing van het artikel 7 van het oorspronkelijk koninklijk besluit van 9 mei 1984. Op dit voorstel wordt niet ingegaan om de volgende redenen :

1° het advies van de Raad van State is ingewonnen naar aanleiding van het voorliggend besluit waarin het artikel 7 in zijn huidige vorm niet wordt gewijzigd (er werd oorspronkelijk alleen een tweede lid toegevoegd, dat op heden het nieuwe artikel 11ter geworden is);

Alhoewel het vaststaat dat het advies van de Raad van State destijds omwille van de hoogdringendheid niet werd ingewonnen, is het artikel 7 van kracht en behoort het niet tot de intenties om dit artikel te wijzigen;

2° de opheffing van voornoemd artikel 7, zou, daar waar dit geenszins de bedoeling is, de ongelijkheid op het vlak van de terugvorderingsprincipes inzake enerzijds het bestaansminimum en anderzijds de kosten van maatschappelijke dienstverlening te sterk doen toenemen aangezien de terugvordering vanwege onderhoudsplichtigen voor wat het bestaansminimum betreft door artikel 13 van de voornoemde wet houdende instelling van het recht op een bestaansminimum in ieder geval beperkt is tot de echtgenoot en de ascendenten en descendenten in eerste graad.

Bij de lezing van het advies van de Raad van State dient er rekening gehouden te worden met het feit dat het oorspronkelijk artikel 1, het artikel 3 is geworden en omgekeerd.

Cette modification est la conséquence de l'option qui consiste à insérer un maximum de dispositions communes tant au recouvrement du minimum de moyens d'existence qu'à la récupération des autres coûts de l'aide sociale.

Commentaire des articles

Art. 1^{er}. Cet article constitue un complément à l'article 9 qui prévoit déjà deux cas dans lesquels le recouvrement n'est pas obligatoire.

Ce complément a pour but de décharger les centres publics de l'obligation de recouvrement des frais de soins médicaux si l'intéressé ne peut être mis en règle avec sa mutuelle.

Il s'agit de frais parfois fort importants.

Une personne peut ne pas être assurée, le plus souvent parce qu'elle a été très négligente en la matière ou parce que son état de santé ne lui permettait pas.

Le recouvrement de ces frais auprès de la famille est souvent perçu comme inéquitable par les membres de la famille qui ignorent souvent la situation ou qui n'ont pas d'influence sur l'intéressé en la matière.

C'est la raison pour laquelle ce recouvrement est présenté comme étant facultatif.

Pour rencontrer les remarques du Conseil d'Etat, il est expressément prévu que la réglementation s'applique à « toutes » les personnes qui ne peuvent être assujetties à l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

Art. 2. Cet article introduit un nouvel article 11bis qui prévoit une interdiction de recouvrement pour les frais de l'aide financière supérieure à la part d'enfant.

Cette modification est souhaitable dans la mesure où cela ne semble pas équitable que les frais, qui ne peuvent pas être pris en charge par un enfant déterminé pour des motifs d'inaccessibilité, de ressources insuffisantes ou de dilapidation, soient reportés sur d'autres enfants. Cette circonstance est souvent à l'origine de querelles familiales.

Dans son avis, le Conseil supérieur a demandé de prévoir la possibilité pour le C.P.A.S. de déroger exceptionnellement à cette règle générale.

Cette demande a été acceptée.

L'avis du Conseil d'Etat a été pris en considération.

Art. 3. Le présent article introduit un nouvel article 11 ter.

Il y a, aujourd'hui, discussion sur la question de savoir si le centre public peut exercer le recouvrement simultanément auprès de parents et d'alliés à savoir les conjoints des parents.

Selon un certain auteur ce principe va à l'encontre d'une certaine jurisprudence qui soutient que lors du recouvrement un ordre doit être respecté (Senaeve P., Congrès Provincial des Secrétaires de C.P.A.S., Courtrai 12 octobre 1984).

Il ressort de cette jurisprudence que si des parents mariés mais sans emploi, sans revenu professionnel n'entrent pas en ligne de compte comme débiteurs d'aliments étant donné qu'ils ne disposent pas eux-mêmes de revenus, leur conjoint ne peut être cité comme débiteur d'aliments s'il y a encore d'autres parents du même degré.

Etant donné que la majorité des centres publics d'aide sociale prennent en considération, lors du recouvrement auprès d'enfants mariés, tant les ressources des enfants que celles des beaux-enfants et que cette pratique paraît justifiée, le projet prévoit la possibilité pour le centre de procéder au recouvrement simultanément auprès des descendants et de leur conjoint.

Le présent article était à l'origine l'article 1^{er} du projet complétant l'article 7 par un second alinéa. Cet article change de place et est inséré sous la Section 2 afin de le rendre également applicable au recouvrement du minimum de moyens d'existence.

Art. 4. Cet article comporte une modification de l'article 12. La période de six mois est ramenée à trois mois, compte tenu des dispositions du nouvel article 12 bis.

Cette période de trois mois est, d'une part, suffisamment longue pour examiner si le client peut prétendre lui-même à un revenu de remplacement (allocation de chômage, pension, etc.).

En outre, il n'est pas souhaitable de laisser, la famille plus de trois mois dans l'incertitude au sujet de la demande d'aide et la récupération potentielle.

Les remarques du Conseil d'Etat ont été prises en considération.

Deze wijziging is het gevolg van de optie om zoveel mogelijk bepalingen in te voeren die gemeenschappelijk zijn zowel voor de terugvordering van het bestaansminimum als voor de overige kosten van maatschappelijke dienstverlening.

Kommentaar bij de artikelen

Art. 1. Dit artikel houdt een aanvulling in op het artikel 9 dat reeds twee gevallen voorziet waarin geen verhaal verplichtend moet uitgeoefend worden.

Deze aanvulling strekt ertoe de openbare centra te ontslaan van de verplichting tot terugvordering van de kosten van medische verzorging indien de betrokkene niet in regel kan gebracht worden met zijn ziekenfonds.

Het betreft kosten die enorm hoog kunnen oplopen.

De oorzaak van niet-verzekerd zijn bestaat meestal in verregaande nalatigheid of in de ziekte-toestand van de betrokkene.

Het verhaal van deze kosten op familie komt niet zelden als onbillijk over bij de familieleden, die vaak onwetend zijn van de toestand of op de betrokkene dienaangaande geen vat hebben.

Vandaar dat deze terugvordering fakultatief wordt gesteld.

Tegemoetkomend aan de opmerkingen van de Raad van State, wordt uitdrukkelijk voorzien dat de regeling geldt voor « alle » personen die niet in regel kunnen gesteld worden met de verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

Art. 2. Dit artikel voert een nieuw artikel 11bis in dat voorziet in een verhaalsverbod voor de kosten van financiële hulpverlening die meer bedragen dan het kinddeel.

Deze wijziging is wenselijk omdat het als niet billijk overkomt dat kosten, die door een bepaald kind niet ten laste kunnen genomen worden om redenen van onbereikbaarheid, onvoldoende inkomen of verkwisting, afgewenteld worden op andere kinderen. Dit is vaak aanleiding tot een opflakking van familietwisten.

In zijn advies heeft de Hoge Raad gevraagd om te voorzien in de mogelijkheid voor het O.C.M.W. om uitzonderlijk van de algemene regel te kunnen afwijken.

Op dit verzoek is ingegaan.

Met de adviezen van de Raad van State is rekening gehouden.

Art. 3. Dit artikel voert een nieuw artikel 11 ter in.

Heden bestaat er discussie omtrent de vraag of het openbaar centrum tegelijkertijd op bloedverwanten en aanverwanten, zijnde de echtgenoten van de bloedverwanten, kan verhalen.

Dit gaat volgens hiernavernoemde auteur in tegen een bepaalde rechtspraak die voorhoudt dat er bij de terugvordering een rangorde moet worden geëerbiedigd (Senaeve P., Provinciaal Congres Secretarissen O.C.M.W., Kortrijk 12 oktober 1984).

Deze rechtspraak heeft tot gevolg dat indien gehuwde maar niet werkende bloedverwanten, zonder beroepsinkomen, niet als onderhoudsplichtige kunnen worden aangesproken omdat zijzelf geen inkomen hebben, hun echtgenoot of echtgenote niet aangesproken kunnen worden als onderhoudsplichtige indien er nog andere bloedverwanten in dezelfde graad zijn.

Aangezien de meeste openbare centra voor maatschappelijk welzijn bij het uitoefenen van een verhaalvordering ten aanzien van gehuwde kinderen zowel het inkomen van de kinderen als van de schoonkinderen in aanmerking nemen en dit ook gerechtvaardigd voorkomt, wordt nu voorzien dat het centrum tezelfdertijd een verhaal kan uitoefenen tegenover descendents en hun echtgenoot of echtgenote.

Dit artikel was oorspronkelijk het artikel 1 van dit ontwerp tot aanvulling van het artikel 7 met een tweede lid. De plaats van dit artikel wordt gewijzigd en onder Afdeling 2 gebracht teneinde het ook van toepassing te verklaren bij de terugvordering van het bestaansminimum.

Art. 4. Dit artikel houdt een wijziging in van het artikel 12. De periode van zes maanden wordt herleid tot drie maanden omwille van de bepalingen van het nieuwe artikel 12bis.

De periode van drie maanden is enerzijds lang genoeg om te onderzoeken of de klient zelf gerechtigd is op een vervangingsinkomen (werkloosheidsvergoeding, pensioen, e.a.).

Anderzijds is het niet wenselijk om de familie langer dan drie maanden in de onwetendheid te laten omtrent de hulpvraag en de potentiële terugvordering.

Met de opmerking van de Raad van State is rekening gehouden.

Art. 5. Le présent article insère un nouvel article 12 bis.

L'article comporte de limitations et des conditions supplémentaires concernant l'obligation de recouvrement pour les C.P.A.S. de certains coûts de l'aide sociale.

Les limitations et conditions supplémentaires ne s'appliquent qu'aux recouvrements du minimex, aux paiements en espèces et à l'aide accordée en nature.

Les limitations et conditions supplémentaires ont été fixées en raison du faible produit de ces recouvrements alors que les frais administratifs sont très élevés.

L'intention du législateur est de maintenir le recouvrement auprès des ascendants aussi longtemps que l'obligation alimentaire reste en vigueur, en application de l'article 203 du Code Civil.

La forme de l'article a été adaptée conformément à l'avis du Conseil d'Etat.

Art. 6. Cette modification a pour but de souligner l'importance de l'enquête sociale.

Il est également souligné que s'il ressort déjà de l'enquête sociale effectuée auprès du demandeur d'aide, que les coûts et démarches inhérents à cette récupération dépassent le résultat escompté ou qu'il existe des motifs d'équité, soit dans son chef, soit dans le chef d'un ou plusieurs débiteurs d'aliments, tous les débiteurs d'aliments ou certains d'entre eux ne doivent pas être soumis à une enquête sociale.

L'avis de la minorité du Conseil supérieur visant à maintenir la rédaction originale de l'article 13 n'a pas été retenu.

Les remarques du Conseil d'Etat concernant la terminologie utilisée ont été prises en considération.

Art. 7. Cette insertion met l'accent sur le fait que le conseil de l'aide sociale est tenu de fixer une échelle de recouvrement, à laquelle il peut être dérogé par décision individuelle.

L'échelle de recouvrement est soumise à la tutelle générale conformément à l'article 111 de la loi organique.

L'échelle de recouvrement contenant des barèmes directifs peut, après transmission de la décision aux autorités de tutelle, être communiquée aux bénéficiaires, aux débiteurs d'aliments et à toute personne qui en fait la demande.

A la demande du Conseil supérieur de l'aide sociale, il est expressément stipulé que la décision individuelle de recouvrement doit comporter les éléments qui ont déterminé la fixation du montant de la récupération.

Art. 8. Cet article règle l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Art. 9. Cet article désigne le Ministre et le Secrétaire d'Etat qui sont chargés de l'exécution de l'arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires Sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,
Mme M. SMET

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale, le 7 novembre 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100bis, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1985 », a donné le 28 janvier 1987 l'avis suivant :

Observations générales

1 Le projet trouve son fondement légal, d'une part, dans l'article 13, alinéa 2, 1^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et, d'autre part, dans

Art. 5. Dit artikel voert een nieuw artikel 12 bis in.

Het artikel omvat bijkomende grenzen en voorwaarden aangaande de verhaalplicht van de O.C.M.W.'s voor bepaalde kosten van maatschappelijke dienstverlening.

De bijkomende grenzen en voorwaarden gelden alleen voor wat de terugvordering betreft van het bestaansminimum, de betalingen in specien en de in natura verleende hulp.

De reden voor de bijkomende grenzen en voorwaarden ligt in de vaststelling dat de opbrengst van deze terugvordering zeer laag is en de administratiekosten daarentegen hoog liggen.

Het is de bedoeling van de wetgever om het verhaal op de ascendenten te handhaven zolang de onderhoudsplicht in toepassing van artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing is.

Ingevolge het advies van de Raad van State, werd de vormgeving van het artikel aangepast.

Art. 6. Met deze wijziging wordt het belang van het sociaal onderzoek onderstreept.

Er wordt wel benadrukt dat indien uit het sociaal onderzoek bij de hulpvrager reeds blijkt dat de kosten en inspanningen verbonden aan de terugvordering niet opwegen tegen het te verwachten resultaat of dat er billijkheidsredenen bestaan hetzij in diens hoofde, hetzij in hoofde van één of meerdere onderhoudsplichtigen, alle of bepaalde onderhoudsplichtigen dan ook niet met een sociaal onderzoek moeten worden geconfronteerd.

Op het minderheidsadvies van de Hoge Raad om de oorspronkelijke redactie van artikel 13 te behouden, wordt niet ingegaan.

Met de opmerkingen van de Raad van State omtrent de gebruikte terminologie is rekening gehouden.

Art. 7. Met deze invoering wordt benadrukt dat de raad voor maatschappelijk welzijn ertoe gehouden is een terugvorderingschaal vast te stellen, waarvan kan afgeweken worden bij individuele beslissing.

De terugvorderingsschaal is onderworpen aan het algemeen toezicht zoals voorzien door artikel 111 van de organieke wet.

De inhoud van de terugvorderingsschaal met richtinggevende barema's mag na doorsturing van de beslissing aan de toezichthoudende overheden kenbaar worden gemaakt aan begunstigen, onderhoudsplichtigen en aan al wie hierom verzoekt.

Op verzoek van de Hoge Raad voor Maatschappelijk welzijn wordt uitdrukkelijk bepaald dat de individuele beslissing tot terugvordering de elementen moet bevatten die tot de vaststelling van het terugvorderingsbedrag leiden.

Art. 8. Dit artikel regelt de inwerkingtreding van het besluit.

Art. 9. Dit artikel duidt de Minister en Staatssecretaris aan die belast zijn met de uitvoering van het besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,
Mevr. M. SMET

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 7 november 1986 door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 13, tweede lid, 1^o, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en artikel 100bis, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1985 », heeft op 28 januari 1987 het volgend advies gegeven :

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp vindt zijn rechtsgrond, enerzijds, in artikel 13, tweede lid, 1^o, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en, anderzijds, in artikel 100bis, § 1,

l'article 100bis, § 1er, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, dispositions telles qu'elles ont été, l'une modifiée, l'autre insérée par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983.

Les dispositions légales précitées font aux centres publics d'aide sociale l'obligation de poursuivre, dans les conditions fixées par le Roi, le remboursement du minimum de moyens d'existence octroyé ou de l'aide sociale dispensée, à charge des débiteurs d'aliments de l'intéressé.

L'arrêté royal du 9 mai 1984 a été pris en exécution de ces dispositions légales. Le projet soumis actuellement à l'avis du Conseil d'Etat vise à apporter un certain nombre de modifications à cet arrêté du 9 mai 1984.

2. Les deux dispositions légales dans lesquelles le projet trouve son fondement légal, diffèrent l'une de l'autre, en ce qui concerne le droit de recouvrement auprès des débiteurs d'aliments, sur deux points :

— aux termes de l'article 13, alinéa 2, 1°, de la loi du 7 août 1974, la poursuite du remboursement n'est possible qu'« à charge des débiteurs d'aliments repris à l'article 6 (de cette loi) », c'est-à-dire à charge du conjoint et à charge des ascendants et descendants du premier degré, tandis que l'article 100bis de la loi du 8 juillet 1976 mentionne « ceux qui doivent des aliments... conformément à l'article 98, § 2 », et que cet article 98, § 2, ne fait état que des personnes qui doivent des aliments en général;

— conformément à l'article 13, alinéa 2, 1°, de la loi du 7 août 1974, le remboursement du minimum de moyens d'existence doit être poursuivi « dans les limites et conditions fixées par le Roi », tandis que l'article 100bis de la loi du 8 juillet 1976 autorise le Roi à « fixer des règles et des conditions », notamment en ce qui concerne la poursuite du remboursement auprès de ceux qui doivent des aliments.

Sur ce dernier point, les deux réglementations étaient initialement identiques, puisque dans la loi du 8 juillet 1976, la disposition qui s'y rapporte — et qui, à l'époque, figurait encore à l'article 98, § 2, et non à l'article 100bis — énonçait elle aussi : « dans les limites et conditions fixées par le Roi ».

La différence de formulation est née des modifications que l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 a apportées aux deux réglementations.

Le but essentiel que cet arrêté poursuivait en matière de recouvrement, auprès des débiteurs d'aliments, du minimum de moyens d'existence et de l'aide sociale dispensée, n'était toutefois pas d'introduire une différence entre les deux réglementations, mais de remplacer, dans chacune d'elles, la faculté de récupérer par l'obligation de récupérer (rapport au Roi relatif à l'arrêté royal n° 244, *Moniteur belge* du 25 janvier 1984, p. 1026, 1028 et 1029).

Bien qu'il ait modifié, dans la loi du 8 juillet 1976, la formule qui figurait jusqu'alors dans les deux réglementations (« dans les limites et conditions fixées par le Roi »), l'arrêté royal n° 244 ne visait pas pour autant à établir une différenciation supplémentaire entre les deux réglementations, ainsi qu'en témoignent les constatations qui suivent :

— dans son analyse de la modification visée, le rapport au Roi mentionne conjointement les deux réglementations (loc. cit., p. 1026), et dans son commentaire des articles qui concernent l'une de ces réglementations, il se réfère purement et simplement au commentaire consacré aux dispositions analogues de l'autre réglementation (loc. cit., p. 1029, avant-dernier alinéa);

— le rapport au Roi n'a prêté aucune attention à l'observation du Conseil d'Etat qui, dans son avis, avait signalé cette modification de la formulation (loc. cit., p. 1033, avant-dernier alinéa).

Si, dans la loi du 8 juillet 1976, le pouvoir attribué au Roi en ce qui concerne la matière envisagée a été formulé d'une manière quelque peu différente, cela doit sans doute s'expliquer uniquement par le fait qu'à l'article 100bis — contrairement à ce qui était le cas dans l'ancien article 98, § 2 — la formule ne concerne plus exclusivement le recouvrement des frais de l'aide sociale, mais vise d'autres matières encore, pour lesquelles la formule « dans les limites et conditions fixées par le Roi » n'était manifestement pas assez large.

3. Quant à l'étendue du pouvoir dont le Roi dispose pour fixer « les limites et les conditions » ou « les règles et les conditions » en matière de recouvrement du minimum de moyens d'existence ou des frais de l'aide sociale à charge des débiteurs d'aliments de l'intéressé, l'on peut encore observer ce qui suit.

Aux termes des dispositions légales qui s'y rapportent, il s'agit d'un droit de recouvrement auprès des débiteurs d'aliments (ou de certains débiteurs d'aliments) de l'intéressé. Il y a là une référence claire et nette au droit civil. C'est dire que le recouvrement n'est

de l'organique de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, dispositions telles qu'elles ont été, l'une modifiée, l'autre insérée par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983.

De genoemde wetsbepalingen leggen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de verplichting op om, onder door de Koning te bepalen voorwaarden, het toegekende bestaansminimum of de verstrekte dienstverlening op de onderhoudsplichtigen van de betrokkene te verhalen.

Ter uitvoering van die wetsbepalingen werd het koninklijk besluit van 9 mei 1984 getroffen. Het thans aan de Raad van State voor advies voorgelegde ontwerp beoogt in dat besluit van 9 mei 1984 een aantal wijzigingen aan te brengen.

2. De twee wetsbepalingen waarin het ontwerp zijn rechtsgrond vindt verschillen van elkaar, wat het recht van verhaal op de onderhoudsplichtigen betreft, op twee punten :

— luidens artikel 13, tweede lid, 1°, van de wet van 7 augustus 1974 is verhaal slechts mogelijk « op de onderhoudsplichtigen waarvan sprake in artikel 6 (van die wet) », d.i. op de echtgenoot en op de ascendants en descendants in de eerste graad, terwijl artikel 100bis van de wet van 8 juli 1976 « de onderhoudsplichtigen... zoals bepaald in artikel 98, § 2 » vermeldt en er in dat artikel 98, § 2, alleen sprake is van de onderhoudsplichtigen in het algemeen;

— overeenkomstig artikel 13, tweede lid, 1°, van de wet van 7 augustus 1974 dient het bestaansminimum te worden verhaald « binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning », terwijl artikel 100bis van de wet van 8 juli 1976 de Koning machtigt om « regels en voorwaarden vast (te) stellen » o.m. betreffende het verhaal op de onderhoudsplichtigen.

Op dit laatste punt waren de twee regelingen aanvankelijk identiek, vermits in de wet van 8 juli 1976 het desbetreffende voorschrift — toen nog opgenomen in artikel 98, § 2, en niet in artikel 100bis — eveneens luidde : « binnen de grenzen en onder de voorwaarden door de Koning bepaald ».

Het onderscheid in formulering is ontstaan door de wijzigingen die het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983 in de twee regelingen heeft aangebracht.

Het essentiële oogmerk dat inzake het verhaal van het bestaansminimum en de verstrekte dienstverlening op de onderhoudsplichtigen werd nagestreefd, was echter niet een verschil tussen de twee regelingen in te voeren, maar wel in beide regelingen de faculteit om terug te vorderen te vervangen door de verplichting om terug te vorderen (verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit nr. 244, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1984, p. 1026, 1028 en 1029).

Niettegenstaande het koninklijk besluit nr. 244 in de wet van 8 juli 1976 de tot dan toe in beide regelingen voorkomende formulering (« binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning ») heeft gewijzigd, werd daarmee geen bijkomende differentiatie tussen beide regelingen beoogd, zoals moge blijken uit het volgende :

— in het verslag aan de Koning worden bij de bespreking van de beoogde wijziging de beide regelingen samen vermeld (loc. cit., p. 1028) of wordt in de commentaar bij de artikelen die de ene regeling betreffen zonder meer verwezen naar de commentaar bij de analoge bepalingen van de andere regeling (loc. cit., p. 1029, voorlaatste alinea);

— aan de opmerking van de Raad van State die in zijn advies op die gewijzigde formulering had gewezen (loc. cit., p. 1033, voorlaatste alinea), werd in het verslag aan de Koning geen enkele aandacht besteed.

Als in de wet van 8 juli 1976 de bevoegdheid van de Koning in verband met de aangelegenheid die hier aan de orde is op een enigszins andere manier werd geformuleerd, dan is zulks wellicht alleen te wijten aan het feit dat de formule in artikel 100bis — in tegenstelling tot wat het geval was in het vroegere artikel 98, § 2 — niet meer uitsluitend betrekking heeft op het verhaal van de kosten van dienstverlening, maar ook nog op andere aangelegenheden, waarvoor de formule « binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning » klaarblijkelijk niet ruim genoeg was.

3. Wat de omvang betreft van de bevoegdheid waarover de Koning beschikt bij het bepalen van « de grenzen en de voorwaarden » of « de regels en de voorwaarden » inzake het verhaal van het bestaansminimum of de kosten van dienstverlening op de onderhoudsplichtigen van de betrokkene, kan nog op het volgende worden gewezen.

Luidens de desbetreffende wetsbepalingen gaat het om een recht van verhaal op de onderhoudsplichtigen (of op bepaalde onderhoudsplichtigen) van de betrokkene, wat een duidelijke verwijzing naar het burgerlijk recht inhoudt en dus betekent dat

possible, ni auprès de personnes qui ne sont pas débiteurs d'aliments selon le droit civil, ni pour un montant supérieur à celui auquel les débiteurs d'aliments concernés sont tenus.

Il n'empêche que, dans les deux réglementations, le droit de recouvrement du centre public d'aide sociale a été, dès le début, qualifié par le législateur de « droit propre », dont l'exercice — bien entendu dans les limites du droit civil indiquées ci-avant — peut être soumis par le Roi à certaines restrictions et conditions.

L'arrêté royal n° 244 n'y a apporté de changement qu'en ce sens que, en vue d'une réduction de la charge financière des pouvoirs publics et d'une plus grande uniformité dans l'exercice du droit de recouvrement, il a transformé la faculté, existant jusqu'alors, de récupérer les frais auprès du bénéficiaire ou de ses débiteurs d'aliments, en une obligation, assortie toutefois de la possibilité de déroger à cette règle pour des motifs d'équité.

Examen du texte

Intitulé

Il n'est pas d'usage, dans l'intitulé d'un arrêté royal qui modifie un autre arrêté royal, de mentionner également les modifications que cet arrêté a subies. On supprimera donc les mots : « modifié par l'arrêté royal du 18 février 1985 ».

Article 2

1. Il ressort du rapport au Roi et des précisions fournies par le délégué du Gouvernement que les auteurs du projet n'ont eu en vue que les seuls descendants au premier degré, partant apparemment de l'idée qu'en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 1984 le centre public d'aide sociale est libre de récupérer ou de ne pas récupérer les frais de l'aide à charge de débiteurs d'aliments autres que le conjoint et les ascendants et descendants au premier degré.

Il est fort douteux toutefois que ledit article 7 puisse être jugé conforme à l'article 98, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, telle que cette disposition a été modifiée par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 (voir ci-dessus : observations générales, point 2) (1).

Ainsi qu'il a déjà été dit, l'arrêté royal n° 244 a transformé la faculté de récupérer les frais de l'aide et les frais du minimum de moyens d'existence, qui existait à la date de son entrée en vigueur, en une obligation de récupérer ces frais. Il est vrai qu'en ce qui concerne plus particulièrement les frais de l'aide un tempérament est apporté à la rigueur de cette obligation par la disposition de l'article 100bis inséré dans la loi du 8 juillet 1976 par l'arrêté royal n° 244, disposition aux termes de laquelle : « Le Roi peut fixer des règles et des conditions concernant : ... c) la poursuite du remboursement auprès du bénéficiaire, de ceux qui doivent des aliments ou de ses débiteurs ». Il ressort toutefois du commentaire de cette disposition, que le Roi ne peut fixer lesdites règles et conditions que « concernant certaines opérations » (*Moniteur belge* du 25 janvier 1984, p. 1029), ce qui ne paraît pas impliquer la possibilité de transformer, à l'égard de certaines catégories de débiteurs d'aliments, l'obligation de récupérer en une faculté de récupérer pour tous les frais sans distinction.

L'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 1984 devrait dès lors être abrogé et l'article 8bis en projet devrait être complété par des dispositions réglant les cas où les débiteurs d'aliments à charge desquels des frais doivent être récupérés, n'appartiennent pas au même degré.

2. Bien que l'on puisse présumer que, dans l'hypothèse envisagée, l'intention du Gouvernement sera également de faire en sorte qu'un descendant et son conjoint ne puissent se voir, ensemble, réclamer un montant supérieur à celui qui peut être récupéré à charge du descendant même, il se recommande de compléter le texte expressément dans ce sens.

3. A l'alinéa 2, l'on écrira « à la règle énoncée (aux règles énoncées) ci-dessus » au lieu de « au principe énoncé ci-dessus ».

4. Il y a lieu de fermer les guillemets, non pas après le premier, mais après le second alinéa.

(1) La section de législation n'a pu se prononcer sur la légalité de l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 1984, cet arrêté ne lui ayant pas été soumis.

verhaal niet mogelijk is noch op personen die volgens het burgerlijk recht geen onderhoudsplichtigen zijn, noch voor een hoger bedrag dan datgene waartoe de betrokken onderhoudsplichtigen gehouden zijn.

Dat neemt echter niet weg dat van meet af aan, in beide regelingen, het recht op verhaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn door de wetgever werd gekwalificeerd als een « eigen recht », waarvan — uiteraard binnen de hiervoren aangegeven perken van het burgerlijk recht — de uitoefening door de Koning aan bepaalde grenzen en voorwaarden kan worden onderworpen.

Het koninklijk besluit nr. 244 heeft daarin alleen verandering gebracht in deze zin dat het, met het oog op het verminderen van de financiële last voor de openbare besturen en een grotere eenvormigheid in de uitoefening van het recht van verhaal, de tot dan toe bestaande faculteit om de kosten te verhalen op de begunstigde of zijn onderhoudsplichtigen heeft omgezet in een verplichting, met de mogelijkheid evenwel om van die regel af te wijken om billijkheidsredenen.

Onderzoek van de tekst

Opschrift

Het is niet gebruikelijk in het opschrift van een koninklijk besluit dat een ander koninklijk besluit wijzigt ook de wijzigingen van dat besluit te vermelden. Men schrappe dus de woorden : « gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1985 ».

Artikel 2

1. Uit het verslag aan de Koning en de nadere toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Regering blijkt, dat de stellers van het ontwerp enkel de descendanten in de eerste graad op het oog hebben gehad, er blijkbaar van uitgaande dat, overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vrij is de kosten van dienstverlening al dan niet te verhalen op andere onderhoudsplichtigen dan de echtgenoot en de ascendenten en descendanten in de eerste graad.

Er rijst evenwel ernstige twijfel omtrent de vraag of het genoemde artikel 7 kan worden geacht in overeenstemming te zijn met artikel 98, § 2, van de wet van 8 juli 1976, zoals die bepaling bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983 werd gewijzigd (zie hiervoren : algemene opmerkingen, punt 2) (1).

Zoals reeds gezegd, heeft het koninklijk besluit nr. 244 de tot op de dag van zijn inwerkingtreding bestaande faculteit om de kosten van dienstverlening en de kosten van bestaansminimum te verhalen omgezet in een verplichting om die kosten te verhalen. Die verplichting wordt, meer bepaald met betrekking tot de kosten van dienstverlening, weliswaar getemperd door het voorschrift van artikel 100bis dat door het koninklijk besluit nr. 244 in de wet van 8 juli 1976 werd ingevoegd en luidens hetwelk « De Koning... regels en voorwaarden (kan) vaststellen betreffende : ...c) het verhaal op de begunstigde, de onderhoudsplichtigen of op zijn debiteurs ». Uit de commentaar bij die bepaling blijkt evenwel, dat de Koning die regels en voorwaarden enkel kan vaststellen « in verband met sommige verrichtingen » (*Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1984, p. 1029), wat niet de mogelijkheid lijkt te omvatten de verplichting om te verhalen ten aanzien van bepaalde categorieën van onderhoudsplichtigen om te zetten in een faculteit voor alle kosten zonder onderscheid.

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 zou derhalve moeten worden opgeheven en het ontworpen artikel 8bis worden aangevuld met regelingen voor de gevallen waarin de onderhoudsplichtigen op wie kosten moeten worden verhaal niet tot dezelfde graad (niet : rang) behoren.

2. Hoewel kan worden vermoed dat het in de gegeven hypothese tevens de bedoeling zal zijn een descendent en diens echtgenoot (of echtgenote) samen voor niet meer aan te spreken dan het bedrag dat op de descendent zelf kan worden verhaal, verdient de aanbeveling de tekst uitdrukkelijk in die zin aan te vullen.

3. In het tweede lid schrijf men « voormelde regel(s) » in plaats van « voormeld principe ».

4. Men sluit de aanhalingstekens niet na het eerst, maar na het tweede lid.

(1) De afdeling wetgeving heeft zich over de wettigheid van artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 niet kunnen uitspreken, daar het genoemde besluit haar niet voor advies werd voorgelegd.

Article 3

1. La périphrase « les personnes qui ne sont pas en règle avec l'assurance contre la maladie et l'invalidité » n'est pas claire.

2. Au cas où la réglementation ne s'appliquerait qu'aux personnes soumises à un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, la disposition en projet établirait en outre une discrimination injustifiée à l'égard des débiteurs d'aliments de personnes qui ne sont soumises à aucun régime d'assurance obligatoire.

Article 4

1. Cette disposition paraît avoir été rédigée à partir de la conception que l'obligation de récupérer à charge de débiteurs d'aliments autres que le conjoint et les ascendants et descendants au premier degré a déjà été transformée en une faculté par l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 1984 et qu'il suffit dès lors de rendre applicable la règle formulée ici aux débiteurs d'aliments mentionnés à l'article 12bis pour que le régime en question s'étende à tous les débiteurs d'aliments.

Comme il est toutefois fort douteux, ainsi qu'il a été démontré ci-dessus lors de l'examen de l'article 2, que l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 1984 soit conforme à l'article 100bis inséré dans la loi du 8 juillet 1976 par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, il ne suffit pas de viser les débiteurs d'aliments mentionnés à l'article 12bis. Cette référence est par ailleurs trompeuse, la récupération des frais du minimum de moyens d'existence à charge de l'ex-conjoint — qui est l'un des débiteurs d'aliments mentionnés à l'article 12bis — n'étant pas permise par la loi, comme il se déduit a contrario des articles 6 et 13 de la loi du 7 août 1974.

Pour la double raison indiquée ci-dessus, il convient de viser les débiteurs d'aliments en général, en omettant le membre de phrase « mentionnés à l'article 12bis ».

2. On fera commencer le texte du nouvel article 12 en projet comme suit : « Art. 12. Si ... ».

Article 5

1. Cette disposition a pour objet, en matière de minimum de moyens d'existence et d'aides sociales en espèces ou en nature, de fixer des limites et conditions supplémentaires pour le recouvrement de ceux-ci auprès du conjoint, de l'ex-conjoint et des ascendants et descendants au premier degré.

En ce qui concerne le minimum de moyens d'existence, cette disposition n'est pas conforme aux articles 6 et 13 de la loi du 7 août 1974, puisqu'aux termes de ces articles, le remboursement du minimum de moyens d'existence ne peut être poursuivi à charge de l'ex-conjoint.

Par contre, dans la mesure où la disposition en projet a trait au recouvrement des frais de l'aide, son champ d'application est trop restreint. L'article 98, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 mentionne en effet comme personnes auprès desquelles les frais de l'aide sociale doivent être récupérés, les débiteurs d'aliments, sans établir la moindre exception.

Il semble qu'ici encore, le Gouvernement en rédigeant l'article 12bis en projet soit parti de l'idée qu'en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 1984 la récupération des frais à charge d'ascendants et de descendants au delà du premier degré n'est pas obligatoire. Or, ainsi qu'il a été montré ci-dessus à plusieurs reprises, il y a des doutes sérieux sur la légalité dudit article 7.

Il ne peut toutefois entrer dans l'intention du Gouvernement d'appliquer aux ascendants et descendants au delà du premier degré un régime qui ne serait pas aussi favorable que celui de l'article 12bis en projet introduit pour les ascendants et descendants au premier degré.

Compte tenu de toutes ces observations, il est proposé de rédiger l'article 12bis, à insérer, comme suit :

« Art. 12bis. Le minimum de moyens d'existence et les frais de l'aide sociale visés à l'article 97, 1^o et 2^o, de la loi du 8 juillet 1976 ne peuvent être récupérés auprès du conjoint et des ascendants et descendants que dans les conditions et limites définies ci-après :

1^o le recouvrement auprès du conjoint est, le cas échéant, ...;

2^o le recouvrement auprès des ascendants du premier degré est limité aux frais de l'aide sociale octroyée à leurs descendants aussi longtemps ...;

3^o le recouvrement auprès des descendants ne peut être effectué ... maison de repos et de soins.

L'alinéa 1er s'applique également au recouvrement des frais de l'aide sociale visés dans cet alinéa, auprès de l'ex-conjoint ».

Artikel 3

1. De omschrijving « wie niet in regel is met de verzekering tegen de ziekte en de invaliditeit » is onduidelijk.

2. Mocht de regeling enkel gelden voor personen die aan een regime van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit onderworpen zijn, dan zou de ontworpen bepaling bovendien een niet te verantwoorden discriminatie in het leven roepen ten aanzien van de onderhoudsplichtigen van personen die aan geen regime van verplichte verzekering onderworpen zijn.

Artikel 4

1. Deze bepaling werd blijkbaar geredigeerd vanuit de opvatting dat de verplichting om te verhalen op andere onderhoudsplichtigen dan de echtgenoot en de ascendenten en descendenten in de eerste graad al in een faculteit is omgezet door artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 en dat het bijgevolg volstaat de hier geformuleerde regel van toepassing te verklaren op de onderhoudsplichtigen vermeld in artikel 12bis opdat de regeling voor alle onderhoudsplichtigen zou gelden.

Daar, zoals hiervoren bij de bespreking van artikel 2 werd aangegeven, er echter ernstige twijfel bestaat of artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 in overeenstemming is met artikel 100bis dat in de wet van 8 juli 1976 werd ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, volstaat het niet te verwijzen naar de onderhoudsplichtigen vermeld in artikel 12bis. Bovendien is die verwijzing misleidend, daar het verhalen van kosten van bestaansminimum op de gewezen echtgenoot — die een van de onderhoudsplichtigen is die in artikel 12bis wordt vermeld — door de wet niet toegelaten wordt, zoals a contrario uit de artikelen 6 en 13 van de wet van 7 augustus 1974 kan worden afgeleid.

Om de twee hiervoren aangegeven redenen verwijze men naar de onderhoudsplichtigen zonder meer, d.w.z. met weglating van de zinsnede « vermeld onder artikel 12bis ».

2. De tekst van het ontworpen nieuwe artikel 12 late men aanvagen als volgt : « Art. 12. Indien ... ».

Artikel 5

1. Deze bepaling heeft tot doel, inzake het bestaansminimum en de dienstverlening in speciën of in natura, bijkomende grenzen en voorwaarden in te voeren voor het verhalen ervan op de echtgenoot, de gewezen echtgenoot en de ascendenten en descendenten in de eerste graad.

Wat het bestaansminimum betreft, is die bepaling niet in overeenstemming met de artikelen 6 en 13 van de wet van 7 augustus 1974, vermits blijkens die bepalingen het bestaansminimum niet kan worden verhaald op de gewezen echtgenoot.

In zoverre de ontworpen bepaling betrekking heeft op de kosten van dienstverlening, is haar toepassingsgebied daarentegen te beperkt. Artikel 98, § 2, van de wet van 8 juli 1976 vermeldt immers onder de personen op wie de kosten van dienstverlening moeten worden verhaald, de onderhoudsplichtigen, zonder daarop enige uitzondering te maken.

Blijkbaar is de Regering ook bij de redactie van het ontworpen artikel 12bis eens te meer uitgegaan van de opvatting dat krachtens artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 het verhaal op de ascendenten en descendenten in een verdere graad dan de eerste niet verplicht is. Maar, zoals hiervoren reeds herhaaldelijk werd gezegd, bestaat er ernstige twijfel omtrent de wettigheid van het genoemde artikel 7.

Het kan echter niet de bedoeling van de Regering zijn, dat voor de ascendenten en descendenten in een verdere graad dan de eerste niet een even gunstige regeling zou gelden als het ontworpen artikel 12bis invoert voor de ascendenten en descendenten in de eerste graad.

Rekening houdend met al die opmerkingen, wordt voorgesteld het in te voegen artikel 12bis als volgt te redigeren :

« Art. 12bis. Het bestaansminimum en de kosten van maatschappelijke dienstverlening bedoeld in artikel 97, 1^o en 2^o, van de wet van 8 juli 1976 kunnen op de echtgenoot en op de ascendenten en descendenten enkel worden verhaald onder de voorwaarden en binnen de grenzen die hierna worden bepaald :

1^o het verhaal op (niet : de terugvordering vanwege) de echtgenoot is in voorkomend geval ...;

2^o het verhaal op de ascendenten is beperkt tot de kosten van maatschappelijke dienstverlening verstrekt aan hun descendenten zolang ...;

3^o het verhaal op de descendenten kan slechts worden uitgeoefend ... verzorgingstehuis.

Het eerste lid is eveneens van toepassing op het verhaal van de in dat lid bedoelde kosten van dienstverlening op de gewezen echtgenoot ».

2. Dans le texte néerlandais de la disposition relative au recouvrement auprès de l'ex-conjoint, on écrira « rechterlijke beslissing » au lieu de « gerechtelijke beslissing ».

3. Il ressort du rapport au Roi qu'à l'alinéa 3, il faut entendre par revenu professionnel normal le salaire mensuel minimum garanti et part revenu de remplacement normal, le minimum de moyens d'existence. Il se recommande de faire figurer ces précisions dans le projet même. Au même alinéa, l'on écrira « aide sociale » au lieu de « aide » et l'on supprimera, dans le texte néerlandais, le mot « hebben ».

Article 6

1. Aux termes de l'article 14bis de la loi du 7 août 1974 et de l'article 100bis, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, un centre public d'aide sociale ne peut renoncer au recouvrement, respectivement, du minimum de moyens d'existence et des frais de l'aide sociale que pour des raisons d'équité ou lorsque les coûts et démarches inhérents à cette récupération dépassent le résultat escompté. Ce sont manifestement ces deux cas que les auteurs du projet ont en vue lorsqu'ils font mention, dans le rapport au Roi, de « motifs d'équité ou d'opportunité ». Le texte de l'article 6 — qui se réfère uniquement à l'équité — doit dès lors être complété. Il est toutefois souhaitable, en la matière, de reprendre autant que possible les termes de la loi.

2. On fera commencer la nouvelle disposition en projet comme suit : « Art. 13. Avant de ... ».

Article 7

Il convient d'améliorer la rédaction de cette disposition comme suit :

« A l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « par le conseil de l'aide sociale » sont insérés entre les mots « barème d'interventions » et les mots « auxquels il peut déroger »;

2° l'alinéa suivant est ajouté :

« Toute décision individuelle ... comporte les éléments sur la base desquels le montant de la récupération a été fixé ».

Article 8

La date d'entrée en vigueur de l'arrêté devra forcément être adaptée.

La chambre était composée de :

M. J. Nimmegeers, conseiller d'Etat, président;

M. W. Deroover, et

Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;

MM. :

J. Gijsels et J. Herbots, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Nimmegeers.

Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur adjoint.

Le greffier,

F. Lievens.

Le président,

J. Nimmegeers.

8 AVRIL 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1°, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100bis, § 1er, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, notamment l'article 13, modifié par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 100bis, inséré par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983;

2. In de Nederlandse tekst van de bepaling betreffende het verhaal op de gewezen echtgenoot, schrijve men « rechterlijke beslissing » in plaats van « gerechtelijke beslissing ».

3. Uit het verslag aan de Koning blijkt dat, in het derde lid, onder normaal beroepsinkomen het minimum gewaarborgd maandloon moet worden verstaan en onder normaal vervangingsinkomen het bestaansminimum. Het verdient aanbeveling die preciseringen in het ontwerp zelf op te nemen. In hetzelfde lid schrijve men « maatschappelijke dienstverlening » in plaats van « hulpverlening » en schrapse men, in de Nederlandse tekst, het woord « hebben ».

Artikel 6

1. Luidens artikel 14bis van de wet van 7 augustus 1974 en artikel 100bis, § 2, van de wet van 8 juli 1976, kan een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de terugvordering van respectievelijk het bestaansminimum en de kosten van maatschappelijke dienstverlening slechts afzien om redenen van billijkheid of wanneer de kosten en inspanningen verbonden aan de terugvordering niet opwegen tegen het te verwachten resultaat. Het zijn blijkbaar die twee gevallen die men op het oog heeft waar er in het verslag aan de Koning gewag wordt gemaakt van « billijkheids- of opportuniteitsredenen ». De tekst van artikel 6 — waarin alleen de billijkheid wordt vermeld — moet derhalve worden aangevuld. Het is echter wenselijk ter zake zoveel mogelijk de termen van de wet over te nemen.

2. Men late de ontworpen nieuwe bepaling aanvangen als volgt : « Art. 13. Vooraleer ... ».

Artikel 7

De redactie van deze bepaling verbeter men als volgt :

« In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « leiden door een » en « schaal of barema » worden de woorden « door de raad voor maatschappelijk welzijn vastgestelde » ingevoegd;

2° het volgende lid wordt toegevoegd :

« Elke individuele beslissing ... bevat de elementen op grond waarvan het bedrag van de terugvordering werd vastgesteld ».

Artikel 8

De datum van inwerkingtreding van het besluit zal uiteraard moeten worden aangepast.

De kamer was samengesteld uit :

de heer J. Nimmegeers, staatsraad, voorzitter;

de heer W. Deroover, en

Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;

de heren :

J. Gijsels en J. Herbots, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Nimmegeers.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Van Damme, adjunct-auditeur.

De griffier,

F. Lievens.

De voorzitter,

J. Nimmegeers.

8 APRIL 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 13, tweede lid, 1°, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en artikel 100bis, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 100bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 1984, pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100bis, § 1er, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1985 :

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aide sociale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 9 de l'arrêté royal du 9 mai 1984, pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100bis, § 1er, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1985 est complété par l'alinéa suivant :

« 3^o les frais des soins médicaux pour toutes les personnes qui ne peuvent être mises en règle avec l'assurance contre la maladie et l'invalidité ».

Art. 2. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 11bis. Lors du recouvrement auprès des débiteurs d'aliments du même rang, il ne peut être récupéré auprès de chacun d'eux et de leur conjoint, que les frais de l'aide sociale, multipliés par la fraction dont le numérateur est égal à 1, et dont le dénominateur est égal au nombre de débiteurs d'aliments préappelés ».

Le centre public d'aide sociale peut déroger à la règle énoncée ci-dessus, dans des cas exceptionnels et par une décision dûment motivée dont une copie est communiquée à l'intéressé.

Art. 3. Un article 11ter, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 11ter. Le centre public peut récupérer simultanément auprès des descendants au premier degré et de leur conjoint. »

Art. 4. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Si l'on prévoit que le minimum de moyens d'existence ou que l'aide sociale ne devront être octroyés que pour une période ne dépassant pas trois mois, le recouvrement ne doit pas obligatoirement être poursuivi. »

Art. 5. Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 12bis. Le minimum de moyens d'existence et les frais de l'aide sociale visés à l'article 97, 1^o et 2^o, de la loi du 8 juillet 1976 ne peuvent être récupérés auprès du conjoint et des ascendants et descendants que dans les conditions et limites définies ci-après :

1^o le recouvrement auprès du conjoint est, le cas échéant, limité du montant de la pension alimentaire qui est fixé par une décision judiciaire devenue exécutoire, ou que le conjoint s'est engagé à verser conformément à l'article 1288-4^o, du Code judiciaire;

2^o le recouvrement auprès des ascendants est limité aux frais de l'aide sociale en ce compris le minimum de moyens d'existence, octroyée à leurs descendants aussi longtemps qu'ils n'ont pas atteint la majorité civile ou après cet âge, s'ils sont bénéficiaires d'allocations familiales;

3^o le recouvrement auprès des descendants ne peut être effectué que lorsque le créancier d'aliments séjourne dans un hôpital, une maison de repos ou une maison de repos et de soins.

L'alinéa 1er s'applique également au recouvrement des frais de l'aide sociale visés dans cet alinéa, auprès de l'ex-conjoint. »

Art. 6. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Avant de décider d'une action en recouvrement, le centre public effectue une enquête sociale sur la situation financière du débiteur d'aliments et les implications familiales de l'affaire.

Cette enquête n'est pas obligatoire s'il ressort du dossier social de l'intéressé lui-même que des motifs d'équité peuvent être invoqués en vue du non-recouvrement ou que les coûts et démarches inhérents à cette récupération dépassent le résultat escompté. »

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 13, tweede lid, 1^o, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en artikel 100bis, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1985;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 13, tweede lid, 1^o, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en artikel 100bis, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1985, wordt aangevuld met het volgende lid :

« 3^o de kosten van medische verzorging voor al wie niet in regel kan gesteld worden met de verzekering tegen de ziekte en de invaliditeit ».

Art. 2. Een artikel 11bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 11bis. In geval van verhaal tegen onderhoudsplichtigen in een gelijke graad mag ten aanzien van ieder van hen en hun echtgenoot of echtgenote niet meer worden teruggevorderd dan de kosten van de maatschappelijke dienstverlening vermenigvuldigd met de breuk waarbij de teller gelijk is aan 1, en de noemer gelijk is aan het aantal voornoemde onderhoudsplichtigen.

In uitzonderlijke gevallen en mits uitdrukkelijke gemotiveerde beslissing waarvan afschrift aan de betrokkene wordt overgemaakt, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van voormelde regel afwijken ».

Art. 3. Een artikel 11ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 11ter. Het openbaar centrum kan terzelfdertijd verhaal uitoefenen tegenover de descendenten in de eerste graad en hun echtgenoot of echtgenote. »

Art. 4. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12. Indien kan verwacht worden dat het toekennen van het bestaansminimum of de maatschappelijke dienstverlening niet langer zal duren dan drie maanden, moet geen terugvordering verplichtend worden ingesteld tegen de onderhoudsplichtigen. »

Art. 5. Een artikel 12bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 12bis. Het bestaansminimum en de kosten van de maatschappelijke dienstverlening bedoeld in artikel 97, 1^o en 2^o, van de wet van 8 juli 1976 kunnen op de echtgenoot en op de ascendenten en descendenten enkel worden verhaald onder de voorwaarden en binnen de grenzen die hierna worden bepaald :

1^o het verhaal op de echtgenoot is in voorkomend geval beperkt tot het bedrag van het onderhoudsgeld, dat bij een uitvoerbaar geworden rechterlijke beslissing werd bepaald, of waartoe de echtgenoot zich verbonden heeft overeenkomstig artikel 1288, 4^o, van het Gerechtelijk Wetboek;

2^o het verhaal op de ascendenten is beperkt tot de kosten van maatschappelijke dienstverlening met inbegrip van het bestaansminimum, verstrekt aan hun descendenten zolang zij de burgerlijke meerderjarigheid niet hebben bereikt of zolang zij na die leeftijd rechtgevend blijven op kinderbijslag;

3^o het verhaal op de descendenten kan slechts uitgeoefend worden bij verblijf van de onderhoudsgerechtigde in een ziekenhuis, een rusthuis of een rust- en verzorgingstehuis.

Het eerste lid is eveneens van toepassing op het verhaal van de in dat lid bedoelde kosten van dienstverlening op de gewezen echtgenoot. »

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. Vooraleer te beslissen over de uitoefening van het verhaal stelt het openbaar centrum een sociaal onderzoek in naar de financiële toestand van de onderhoudsplichtige en het familiale aspect van de zaak.

Dit onderzoek is niet verplicht indien op basis van het sociaal dossier van de begunstigde blijkt dat er redenen van billijkheid kunnen ingeroepen worden om niet terug te vorderen of dat de kosten en inspanningen verbonden aan de terugvordering niet opwegen tegen het te verwachten resultaat. »

Art. 7. « A l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « par le conseil de l'aide sociale » sont insérés entre les mots « barème d'interventions » et les mots « auxquels il peut déroger »;

2° l'alinéa suivant est ajouté :

« Toute décision individuelle de détermination de l'intervention d'un débiteur d'aliments comporte les éléments sur la base desquels le montant de la récupération a été fixé ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1987.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Mme M. SMET

F. 87 — 695

2 AVRIL 1987. — Arrêté ministériel autorisant l'octroi d'une dérogation à l'interdiction d'usage de tabac dans les locaux où sont mises dans le commerce des denrées alimentaires

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits;

Vu l'arrêté royal du 11 octobre 1985 relatif à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire, notamment l'article 22;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la situation difficile des exploitants des magasins de tabac et de journaux et la nécessité de trouver le plus rapidement possible une solution à ces difficultés,

Arrête :

Article unique. Une dérogation à l'article 13, § 4 et § 5, de l'arrêté royal du 11 novembre 1985 relatif à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire, sera accordée pour les magasins de tabac et de journaux qui vendent également du tabac ou des produits à base de tabac, où sont mises en vente, en guise d'activité complémentaire, seulement des denrées alimentaires qui sont préemballées.

Bruxelles, le 2 avril 1987.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 87 — 696

10 AVRIL 1987. — Arrêté ministériel fixant les végétaux et produits végétaux qui sont accompagnés d'un certificat phytosanitaire ou d'un certificat phytosanitaire de réexpédition lors d'un envoi destiné aux Etats-Unis d'Amérique

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1981 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, notamment l'article 101.2 modifié par les arrêtés royaux des 12 juillet 1982, 21 novembre 1984, 13 mai 1985 et 20 janvier 1987;

Art. 7. « In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « leiden door een » en « schaal of barema » worden de woorden « door de raad voor maatschappelijk welzijn vastgestelde » ingevoegd;

2° het volgende lid wordt toegevoegd :

« Elke individuele beslissing tot het bepalen van de tussenkomst van een onderhoudsplichtige bevat de elementen op grond waarvan het bedrag van de terugvordering werd vastgesteld ».

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1987.

Art. 9. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Mevr. M. SMET

N. 87 — 695

2 APRIL 1987. — Ministerieel besluit tot het verlenen van een afwijking op het verbod van gebruik van tabak in lokalen waar voedingsmiddelen in de handel worden gebracht

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 1985 betreffende de hygiëne van lokalen en personen in de voedingssector, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de moeilijke situatie waarin de uitbaters van tabakswinkels en krantenwinkels zich momenteel bevinden en dat voor deze toestand zo snel mogelijk een oplossing dient uitgewerkt,

Besluit :

Enig artikel. Voor tabaks- en krantenwinkels die tevens tabak of produkten op basis van tabak verkopen, waar in bijkomende orde alleen die voedingsmiddelen worden verkocht die voorverpakt zijn, wordt een afwijking verleend op het artikel 13, § 4 en § 5, van het koninklijk besluit van 11 november 1985 betreffende de hygiëne van lokalen en personen in de voedingssector.

Brussel, 2 april 1987.

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 87 — 696

10 APRIL 1987. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de planten en plantaardige produkten die voor een zending bestemd voor de Verenigde Staten van Amerika vergezeld zijn van een gezondheidscertificaat of een gezondheidscertificaat voor herverzekering

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1981 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige produkten schadelijke organismen, inzonderheid artikel 101.2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 juli 1982, 21 november 1984, 13 mei 1985 en 20 januari 1987;